

INVESTIS DANS L'URGENCE SOCIALE

► Venir en aide aux personnes à la rue, accueillir les réfugiés, apporter les soins nécessaires, trouver un hébergement... L'urgence sociale fait partie de leur quotidien.



YAHIA BERKANI
**INSPECTEUR À L'UNITÉ
D'ASSISTANCE AUX SANS-ABRI**

BIOEXPRESS → Travaille dans la sécurité dans le secteur privé. Entre à la Ville en 2001 comme inspecteur à l'Unité d'assistance aux sans-abri (ASA) de la direction de la Prévention et de la Protection (DPP).

« ORIENTATION ET SÉCURISATION »

« Nous avons vu les migrants s'installer sous le métro à La Chapelle. De 10 au départ, ils sont vite passés à 400. Puis d'autres campements sont nés, à la Halle Pajol, à Austerlitz, au square du Bois-Dormoy, au collège Jean-Quarré. Notre mission était d'abord de recenser les personnes et de procéder à une évaluation de leur état de santé pour faire le lien avec les services sociaux, les orienter vers les centres médicaux. Depuis le premier jour, j'ai tenu un carnet pour prendre l'identité des personnes, sachant que faute de papiers, elle se faisait sur leur parole. Une à deux fois par semaine, nous devions sécuriser les opérations de nettoyage menées par les services de la Propreté pour maintenir le site propre. Nous avons aussi accompagné certains migrants à la préfecture pour les empreintes en vue d'obtenir le statut de réfugié.

Recenser les personnes et procéder à une évaluation.
YAHIA BERKANI

Dès le mois de juin 2015, la décision a été prise de leur trouver un hébergement dans des hôtels ou des centres. Nous avons travaillé en lien avec la Mission SDF qui donnait les directives et coordonnait les actions. Lors des évacuations des campements, nous étions toujours présents pour accompagner les migrants dans les bus, car certains avaient peur. Comme je parle l'arabe et une collègue l'érythréen, les échanges ont été facilités. Ce genre de mission d'orientation et de sécurisation basée sur le contact humain impose de s'investir pleinement. Le plus difficile était de ne pas pouvoir apporter de réponse précise aux familles installées sur le camp lorsqu'elles demandaient quand elles seraient hébergées. Nous sommes toujours en contact avec celles logées à l'hôtel puisque nous leur apportons des colis repas, en lien avec le CASVP. » ●

« PILOTER ET FINANCER LES DISPOSITIFS »

« Notre service pilote et finance – en complément de ce que fait l'État puisque la veille sociale relève de sa compétence – les partenaires et les associations qui sont sur le terrain, ainsi que certains centres d'hébergement. Il assure également la tutelle du Samu social de Paris, partenaire central de la Ville. Au total, 18 millions d'euros par an sont consacrés à notre service. Garants de la bonne utilisation de l'argent public, nous allons sur le terrain voir comment il est utilisé pour instaurer avec les associations un dialogue de gestion en prise avec la réalité. En lien permanent avec ces dernières, notre rôle peut être de recadrer ou de réorienter un projet. La veille sociale est une politique publique relativement jeune : elle existe depuis les années 1990.

Notre rôle peut être de recadrer ou de réorienter un projet.
FLORENCE DIGHIERO

Aussi, notre action s'inscrit dans le pacte de lutte contre les grandes exclusions qui donne une feuille de route claire. Différents dispositifs sont financés par la Ville. Cela va de l'accueil de jour